

Eric Werner

LE LIBÉRALISME COMME RÉALITÉ (1)

Du dernier livre d'Alain de Benoist, *Contre le libéralisme*(1), on ne dira assurément pas qu'il est inactuel. La crise qui se développe un peu partout aujourd'hui en Europe n'épargne, en effet, pas les idéologies, en particulier l'idéologie libérale, qui est aujourd'hui l'idéologie dominante (Alain de Benoist dit: l'idéologie de la classe dominante).

Crise du libéralisme ou du néolibéralisme? Du néolibéralisme, tempère-t-on parfois. Et là on pense au «capitalisme du désastre» (Naomi Klein), capitalisme personnifié en son temps par Mme Thatcher ou encore par l'économiste Milton Friedman, aujourd'hui peut-être par Emmanuel Macron. Sauf, comme le montre Alain de Benoist, que le «capitalisme du désastre» ne vient pas de rien. Il est l'héritier légitime du libéralisme historique, lui empruntant la plupart de ses axiomes ou postulats, mais (et là est la nouveauté) pour en étendre l'application au plus grand nombre possible de domaines: l'économie, bien sûr, mais au-delà de l'économie également la politique, l'école, la culture, la famille (homoparentalité), le sexe (idéologie du genre), bref, toutes les dimensions, ou presque, de l'existence humaine. En ce sens, pour paraphraser Zinoviev, le néolibéralisme est le libéralisme *comme réalité*: devenu, autrement dit, *lui-même* réalité (après se l'être appropriée).

Autant dire qu'on ne saurait faire le procès du néolibéralisme sans s'interroger en même temps sur le libéralisme lui-même. C'est ce que fait Alain de Benoist dans ce livre particulièrement dense, nourri de vastes lectures, mais où l'auteur veille en même temps à ne jamais perdre de vue la problématique dans son ensemble.

De l'individualisme au «mémisme»

Historiquement parlant, explique Alain de Benoist, le libéralisme est né d'une rencontre entre le courant de pensée individualiste (courant de pensée lui-même issu du christianisme) et ce qu'il appelle «l'économisme», autrement dit le credo suivant laquelle l'être humain ne saurait mieux utiliser son temps qu'en achetant et vendant des biens sur le marché, ou encore en prêtant de l'argent aux acheteurs potentiels (pour, justement, qu'ils puissent acheter ce qu'autrement ils ne pourraient pas acheter) : dans le but, soi-même, de gagner le plus d'argent possible. Dans l'optique

«économiste», c'est *cela même* le but de l'existence. Il n'y en a pas d'autre. En conséquence, tout ce qui fait obstacle à la liberté des échanges est à écarter, à commencer, bien sûr, par la législation sociale, ce qu'on appelle l'État-providence. Les frontières territoriales sont également remises en cause. Plus généralement encore, toute différence quelle qu'elle soit (entre les peuples et les cultures, dans les rôles sexuels, etc.) est vouée à disparaître, car elles aussi, ces différences, font obstacle à la liberté des échanges. Les individus se voient ainsi réduits à leur seule qualité d'acheteurs et de vendeurs, sans autre lien entre eux que celui découlant de la mise en œuvre de loi de l'offre et de la demande. C'est le règne du «mêmeté», autrement de l'indistinction généralisée. Idéalement parlant, les individus devraient devenir tous interchangeables.

L'économisme n'a que faire, par ailleurs, de la distinction entre le bien et le mal. Si vous dites par exemple que les managers sont aujourd'hui trop payés, on vous répondra que vous «surfez sur des a priori émotionnels»(2). La question de savoir s'il est décent ou non de verser de tels salaires est considérée comme hors sujet.

Le rêve de l'accumulation illimitée

En schématisant à l'extrême, on pourrait ainsi dire que le libéralisme est un mixte d'individualisme post-chrétien sécularisé et de *pleonexia*, nom donné par les Grecs à la soif illimitée d'avoir. Les philosophes grecs condamnaient la *pleonexia*, car elle asservit l'être humain au *pathètikon*, à la partie animale de l'âme, mais c'est bien elle, cette *pleonexia*, le désir d'accumuler des biens matériels sans limite, qui se trouve aujourd'hui portée au pinacle. L'économisme met aujourd'hui tout en haut de l'échelle des valeurs ce qui autrefois se situait tout en bas. Un vrai renversement.

Sauf, on l'a dit en commençant, que tout ce beau système est aujourd'hui en crise. Crise de la mondialisation marchande, entre autres, avec l'irrésistible montée du chômage et de la précarité: les pauvres devenant de plus en plus pauvres, les riches de plus en plus riches, et pour éviter la casse (mais l'évitera-t-on?) le recours massif à la planche à billets. Crise aussi du système représentatif, comme en témoigne la désaffection croissante des citoyens à l'égard de la classe politique, désaffection confinant parfois à la *haine*, comme le député Jean Lassalle le relevait déjà il y a quelques années(3). Les dirigeants ont beau tordre les lois dans tous les sens, en fabriquer de nouvelles en permanence pour donner une apparence de légalité à leurs agissements opaques, l'État de droit lui-même

est devenu très branlant. On parle de dérive autoritaire, mais cette expression relève de l'_understatement_. La vérité est que le libéralisme s'est aujourd'hui retourné contre lui-même pour donner naissance à une forme authentique de totalitarisme (mais ne s'affichant évidemment pas comme telle).

Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'un vent de contestation se soit, ces derniers temps, levé sur Europe. À un moment donné, Alain de Benoist rappelle la phrase célèbre de Mme Thatcher: *There is no alternative*. Autrement dit, assez de récriminations. Obéissez aux ordres, faites ce qu'on vous dit de faire. Vous n'avez pas le choix. Très clairement, aujourd'hui, les gens sont dans la désobéissance. Ils ne sont plus disposés à faire que ce qu'on leur dit de faire. Pour les élites néolibérales, c'est une très mauvaise nouvelle.

Vent de rébellion

Ainsi, dans le *Figaro*(4), l'essayiste Nicolas Baverez n'hésite pas à présenter la «montée des populismes» comme engendrant «le plus grand péril» auquel les «démocraties» seraient aujourd'hui confrontées. En effet, les gens veulent tout remettre à plat: les salaires des managers, entre autres, mais pas seulement. Ils ne se résignent plus, par exemple, à voir leurs emplois se délocaliser en Chine, ou seulement même en Pologne. Ils exigent une relocalisation, et pour la rendre possible le retour à un certain protectionnisme: ne serait-ce qu'aux frontières de l'Union européenne (ce à quoi les économistes de Bruxelles ont depuis longtemps renoncé: non parce qu'ils auraient été achetés, comme on serait tenté de prime abord de le croire, mais par pure idéologie; parce qu'ils ont décidé une fois pour toutes de ne plus tenir compte du bien commun, ni même, d'une manière générale, du bien et du mal. De telles questions, à leurs yeux, sont non pertinentes. Il n'y a *pas* de bien commun, ni non plus de bien et de mal. Il n'y a que le marché).

Les gens n'acceptent plus enfin de n'être considérés que comme des agents économiques. Ils sont aussi autre chose: dépositaires d'une certaine culture, par exemple, culture qu'ils ne se résignent pas à voir passer par profit et perte, sous couvert de droits de l'homme et/ou de libéralisation des échanges. Ils sont aussi citoyens, membres d'une communauté particulière, avec ses intérêts propres qu'ils tiennent pour légitimes et qu'ils sont donc décidés à défendre.

Bref, certaines choses se passent. *History is again on the move*. Ne

boudons pas notre plaisir. Nous reviendrons dans une prochaine chronique sur ce beau livre, mais aussi sur certaines questions plus générales qu'il soulève.

NOTES

- 1 Alain de Benoist, *Contre le libéralisme. La société n'est pas un marché*, Editions du Rocher, 2019.
- 2 Stéphane Garelli, «Y a-t-il une économie populiste?», *Le Temps* (Lausanne), 2 février 2019.
- 3 Cité dans *L'Express* (en ligne), 21 juin 2013.
- 4 *Le Figaro*, 3 octobre 2016. (Idée reprise, presque dans les mêmes termes, dans *Le Figaro* du 26 février 2018).

LE LIBÉRALISME COMME RÉALITÉ (2)

Dans son livre sur le libéralisme(1), Alain de Benoist décrit les impasses auxquelles se heurte aujourd'hui ce système, en particulier dans le domaine économique.

«On danse sur un volcan», écrit-il ainsi, en référence aux dérives actuelles du capitalisme financier, avec sa montagne de dettes évaluée aujourd'hui à plusieurs centaines de milliers de milliards de dollars: chiffre proprement hallucinant. Il cite aussi cette remarque de Serge Latouche, le théoricien de la décroissance, évoquant «*un système qui roule à toute vitesse, qui n'a pas de marche arrière, qui n'a pas de frein et qui n'a pas de pilote*».

Asim Steckel, «Wasteland»

Le livre d'Alain de Benoist n'est donc pas seulement une critique du libéralisme. Il nous confronte également à la question de la *fin* prochaine de ce système, acculé à ses propres contradictions internes (celles dérivant de la *pleonexia*, du désir sans fin), en même temps qu'à certains défis venus de l'extérieur (écologiques, entre autres).

Ce système est en fait proche de l'effondrement. Nous ne savons pas exactement quand l'effondrement se produira, mais nous savons qu'il se produira (probablement, d'ailleurs, assez vite).

L'élément déclencheur pourrait être, par exemple, un nouveau choc pétrolier (mais d'une importance beaucoup plus grande que les

précédents). Comme on le sait, la production pétrolière conventionnelle a aujourd'hui atteint son pic (il a été franchi en 2006(2)). Un temps, on avait pensé que le schiste pourrait prendre le relais. Mais de tels espoirs se sont révélés vains. «Les producteurs de schiste perdent de l'argent en permanence. Leur survie, à coups d'émission de dette, conserve une part de mystère»(3). Autant dire qu'ils vont mourir. Or, parallèlement, la consommation mondiale de pétrole ne cesse inexorablement d'augmenter d'année en année. «D'ici à 2025, disent les spécialistes, il faudrait l'équivalent de deux Arabie saoudite pour satisfaire la demande»(4). À un moment donné, forcément, cela devrait se traduire par une hausse de prix du pétrole. La courbe pourrait même devenir asymptotique (par effet de seuil)(5). Avec quelles conséquences, on l'imagine sans peine.

Immobilisation

La production industrielle ne s'arrêterait peut-être pas du jour au lendemain, mais à tout le moins subirait un fort ralentissement. Il en irait de même du système des transports, qui permet aujourd'hui aux marchandises d'aller et venir d'un point à l'autre de la planète. Un jour ou l'autre, les acteurs économiques prendront acte du fait que les économies d'échelle liées à la division mondiale du travail sont entièrement absorbées par l'augmentation du prix des transports et en tireront les conséquences. Ce sera la fin du libre-échange. Il n'y aura même pas besoin de rétablir les anciennes barrières douanières, les choses se feront d'elles-mêmes. On en reviendra aux circuits courts, à l'économie de proximité, etc.

Quand on parle aujourd'hui de ces choses, les gens vous regardent avec scepticisme. On passe pour un original. Sauf que, demain, on n'aura peut-être même plus le choix. Tout ce qu'on produira sur place, il faudra également le consommer sur place. La commission de Bruxelles n'aura plus dès lors qu'à fermer boutique. Toutes sortes de choses seront envoyées à la casse: les camions de 40 tonnes par exemple. Mais aussi les porte-conteneurs. Les pistes de décollage et d'atterrissage des aéroports seront rendues à la nature. Il en ira de même de l'actuel réseau autoroutier. On ne fait ici que résumer.

À partir de là, on peut essayer d'envisager l'avenir. Comment penser l'après-libéralisme?

Parlons par exemple des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont aujourd'hui encore portés au pinacle, mais qu'en ira-t-il demain avec la débâcle agendée du libéralisme? On voit bien aujourd'hui déjà quelles sont

les limites des droits de l'homme, à quels dysfonctionnements ils conduisent, surtout, comme c'est aujourd'hui le cas, quand ils occupent toute la place. Doit-on pour autant se résoudre à leur tourner complètement le dos? Sans doute non. Mais comment alors faire pour les concilier avec d'autres exigences d'au moins égale importance: les droits du peuple, par exemple? Les droits du peuple sont aujourd'hui régulièrement et systématiquement sacrifiés aux droits de l'homme (on le voit par exemple en matière d'immigration)(6). Comment faire en sorte de ne pas basculer dans l'excès inverse: celui qui verrait les droits de l'homme complètement sacrifiés aux droits du peuple?

Reconstruire sur l'homme atomisé?

Autre problème encore. Selon Alain de Benoist, le libéralisme s'identifie à une «erreur anthropologique»: celle selon laquelle il n'y aurait rien ni avant ni après l'individu. C'est ce que pensent les libéraux, et en cela ils sont dans l'erreur. La vérité est celle qu'enseigne Aristote: l'homme est un animal politique. La société précède l'individu et non l'inverse. Or cette erreur, celle de dire que l'individu précède le social, *est pour une part au moins devenue aujourd'hui réalité*. Ce n'est pas en vain qu'on parle d'atomisation: Hannah Arendt en parlait déjà dans les *Origines du totalitarisme*. La plupart des appartenances se trouvent aujourd'hui remises en question. On voit par exemple ce qu'est devenue aujourd'hui la famille. Mais on ne saurait dire que la citoyenneté se trouve en tellement meilleur état. Fondamentalement parlant, le citoyen est celui qui accepte de sacrifier sa vie pour la patrie. Qui accepterait aujourd'hui encore de se sacrifier pour la patrie?

Bref, l'homme est peut-être bien, comme le disait Aristote, un animal politique, mais que subsiste-t-il aujourd'hui encore de cette vérité? Il y a là un vrai problème. «*There is no such a thing as society*», disait Mme Thatcher. Il n'y a pas de société, donc pas non plus de *bien* de la société prise dans son ensemble. Pas de *bien commun*. Seul existe l'intérêt individuel. C'est ce que pensent les libéraux, et davantage encore les néolibéraux. Or tout cela a laissé des traces. On voudrait bien en revenir à l'homme, animal politique. Mais justement: y revenir. Tout cela est à reconstruire. Ne dit-on pas volontiers que le seul lien subsistant aujourd'hui entre les individus est le lien économique: acheteur-vendeur, producteur-consommateur, prêteur-emprunteur, etc.? Même si les camions de 40 tonnes étaient envoyés à la casse, les autoroutes et les pistes d'aéroports

reconverties en espaces verts, les 60'000 fonctionnaires de la Commission européenne mis au chômage technique, cela resterait une réalité. En ce sens, l'après-libéralisme ne saurait se penser qu'à partir de l'héritage même du libéralisme, autrement dit de l'atomisation libérale. Il y a là un paradoxe, mais on n'y échappe pas. Car, encore une fois, il faut partir de ce qui est: en l'occurrence, de l'individu atomisé. C'est sur cette base même, celle de l'atomisation libérale, qu'il faut se situer pour essayer de récupérer, si faire se peut, un certain nombre de choses qui lui sont extérieures: le bien commun, entre autres, mais aussi la citoyenneté, le sens du sacrifice, etc. Dit autrement encore, c'est l'atomisation elle-même qui nous permettra (peut-être) d'échapper à l'atomisation. Ou ne nous le permettra pas. Mais c'est le seul moyen. Il n'y en a pas d'autre. C'est l'individu atomisé lui-même qui, au travers même des expériences qu'il sera amené à vivre (celles, en particulier, liées à l'effondrement du libéralisme), nous permettra de renouer avec l'homme, animal politique. Mais comme on vient de le dire, ce sera une *reconstruction*. Le contraire, donc, d'un simple retour en arrière. Il ne me semble pas qu'Alain de Benoist me contredirait sur ce point.

NOTES

- 1 Alain de Benoist, *Contre le libéralisme*, Éditions du Rocher, 2019. Cf. notre précédente chronique ([Antipresse 168](#)).
- 2 Pablo Servigne / Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015, p. 43.
- 3 Entretien avec Jean-Marc Jancovici, *Le Temps*, 23 février 2019, p. 15.
- 4 *Ibid.*
- 5 Pablo Servigne / Raphaël Stevens, *op. cit.*, p. 56.
- 6 Jean-Louis Harouel, *Les droits de l'homme contre le peuple*, Desclée de Brouwer, 2016.